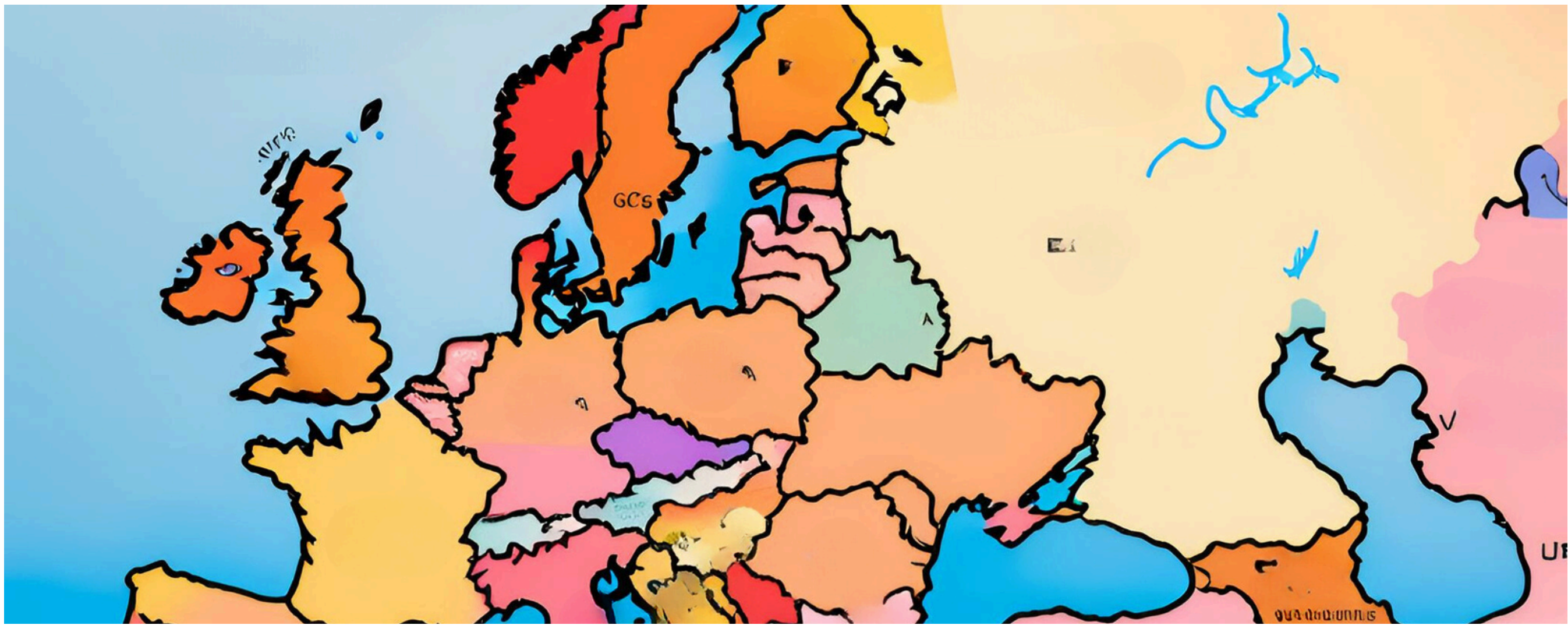




9 DÉCEMBRE 2024

EUROPE INFO HEBDO



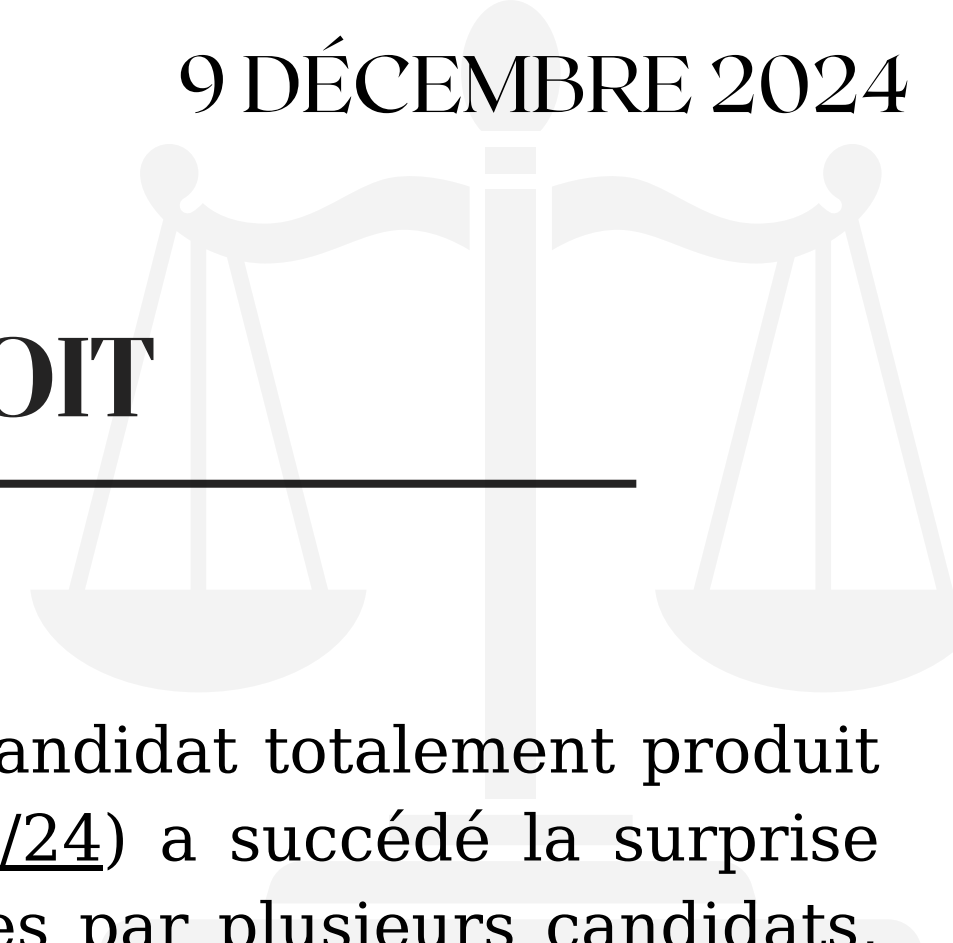
ANNULLATION DES ÉLECTIONS, RÊVE GÉORGIEN ET STRATÉGIE INDUSTRIELLE.

Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Etienne BONNERUE,
Edouard GAUDOT,
Aurélien SAIAG.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



ROUMANIE, ELECTIONS, INGÉRENCES, **CALIN SUSPECT**

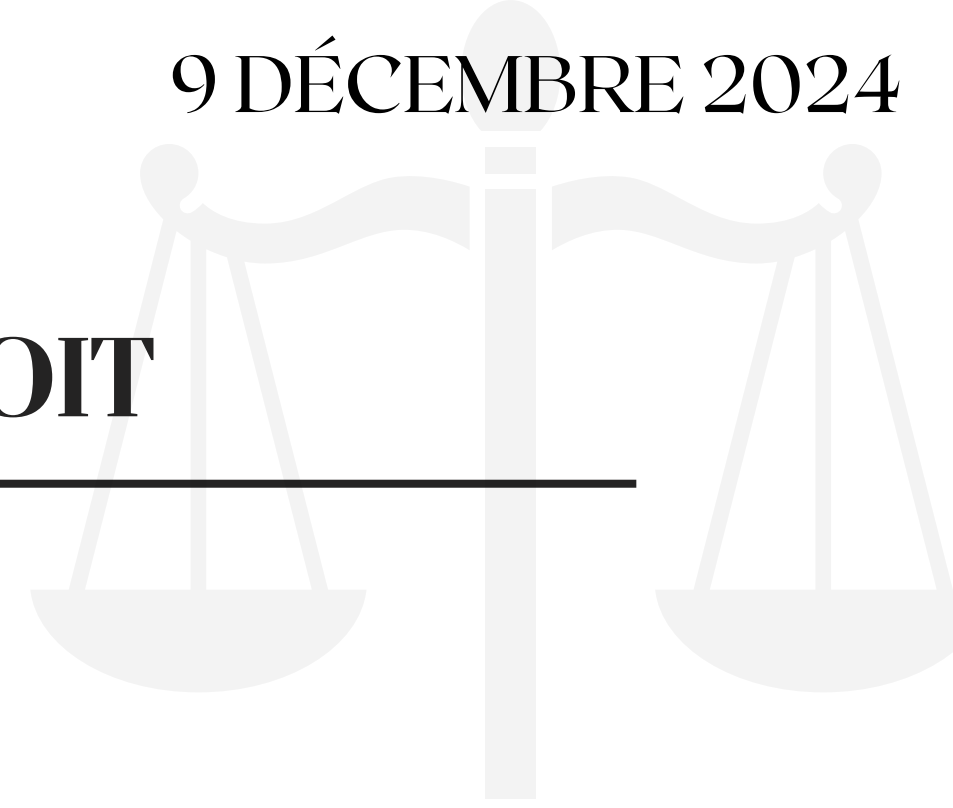
A la stupeur du premier tour remporté (22% des voix) par un candidat totalement produit par les réseaux sociaux, et TikTok en particulier (cf. EIH 2/12/24) a succédé la surprise d'une annulation. La décision a suivi des contestations déposées par plusieurs candidats, dénonçant un manque de transparence et des interférences potentielles.

- Ainsi, la Cour constitutionnelle a annulé ce premier tour, en raison de graves irrégularités, notamment des accusations de fraude électorale et de manipulation des résultats.
 - Au lendemain de la déclassification de documents du renseignement national faisant état d'une opération d'envergure sur TikTok en faveur du candidat prorusse nationaliste, aux propos teintés d'un ésotérisme douteux,
 - La conclusion est que cette victoire est une fraude.
- Toutefois, la montée de la droite radicale s'est confirmée lors du scrutin législatif du 1er décembre.
 - Certes, les sociaux-démocrates sont arrivés en tête, mais l'extrême-droite a triplé son score, sans parvenir à s'unir cependant, ce qui plonge le pays dans l'incertitude.
 - Comme c'est le cas ailleurs en Europe, les partis centristes se reconfigurent en une alliance contre une opposition d'extrême-droite qui représente le nouveau clivage structurant des scènes politiques nationales.
- Ce phénomène est européen et s'ancre dans une atmosphère générale de défiance.
 - Dans un long article pour le Green European Journal, nous revenons sur l'insurrection populiste qui nourrit l'extrême-droite, partout dans l'UE - sauf en Irlande.
 - L'un des thèmes dominants de la politique roumaine est justement le désenchantement suite à une inflation extrêmement élevée après la pandémie et la crise de l'énergie.
 - La corruption reste également une préoccupation majeure, tout comme les conséquences de la guerre dans l'Ukraine voisine.

Dans ce contexte troublé, l'annulation du premier tour de la présidentielle est à la fois une bonne nouvelle de la résilience des institutions et de l'état de droit, mais aussi une preuve supplémentaire dans la rhétorique populiste d'un "complot pour priver le peuple de sa souveraineté". Nous vivons des temps dangereux.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



GÉORGIE, CRISE POLITIQUE, MANIFESTATIONS,
ÉPINES

Les manifestations pro Union européenne se poursuivent à Tbilissi en Géorgie depuis plus d'une semaine afin de protester contre l'arrêt des discussions pour l'intégration de la Géorgie dans l'Union européenne repoussées en 2028 pour une intégration en 2030. Le parti "Rêve géorgien", au pouvoir depuis 2012, et dirigé par le Premier ministre Irakli Kobakhidze exerce une répression féroce sur ces mouvements impliquant de nombreuses arrestations.

- Ces tensions s'inscrivent dans une crise politique et une volonté du peuple géorgien à rejoindre l'UE. En effet, l'ex république soviétique du Caucase est tiraillée entre :
 - les aspirations du peuple soutenu par une présidente avec des pouvoirs réduits depuis la révision constitutionnelle de 2010 (V. [EIH 12/11/2023](#));
 - un gouvernement ambigu favorisant in fine les intérêts russes (V. [EIH 13/4/2023](#));
 - Les deux régions amputées à la Géorgie depuis 2008 consécutivement à l'intervention de l'armée russe ;
 - En Abkhazie dont les derniers événements démontrent une volonté d'indépendance, tant par rapport à la Russie que par rapport à la Géorgie (V. [EIH 17/11/2024](#)).
 - En Ossétie du Sud, abritant des troupes russes, où il est question de rattachement à la Fédération de Russie.
- De nombreuses arrestations ont été effectuées pour enrayer les protestations :
 - Nika Gvaramia, le chef du parti d'opposition principale, semblerait avoir été blessé lors de son arrestation.
 - Aleko Elisashvili, chef du parti d'opposition Géorgie forte ainsi que le leader des mouvements des jeunes manifestants nommé Dafioni, ont été arrêtés dans des conditions similaires.
 - La presse relate un déploiement massif des forces de l'ordre employant des canons à eau et du gaz lacrymogène pour disperser les foules.
 - Les opposants arrêtés risquent d'être condamnés pour avoir organisé et dirigé un groupe violent.
 - Ils risquent une condamnation allant jusqu'à 9 ans de prison.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

GÉORGIE, RUSSIE,
DIGNITÉ

Tout comme Vladimir Poutine, les représentants géorgiens semblent encore pris dans l'ombre et dans la crainte de la révolution de Maïdan en 2014. C'est en cela que sont associés ces mouvements de protestations à un début de révolution et, sans preuves, le parti majoritaire Rêve géorgien n'hésite pas à accuser les partis d'opposition d'attiser la haine des manifestants.

- Selon le Premier ministre Irakli Kobakhidze : "Ce n'est pas de la répression mais de la prévention."
 - Il est indiscutable que ce gouvernement prend une direction tout à fait opposée aux critères de l'UE.
 - Comme pressenti, la loi sur les "agents étrangers" et celle "anti propagande LGBT" (V. EIH 28/4/2024) ne pouvaient qu'annoncer un tel tournant.
- De nombreuses critiques extérieures accusent le gouvernement de prendre un virage autoritaire et de finalement avouer son attachement au Kremlin, malgré des promesses d'adhésion à l'Union.
 - La présidente pro européenne Géorgienne Salomé Zourabichvili appelle à mettre la pression sur les dirigeants du Rêve géorgien.
 - Sa demande d'annulation des élections législatives du 26 octobre par la cour constitutionnelle à été refusée le 3 décembre
 - Le Parlement européen dénonce des fraudes et intimidations lors de ce scrutin et vote dans la foulée une résolution pour rejeter ces résultats.
 - Le président Ukrainien V. Zelensky juge la situation honteuse et affirme que cette situation pousse la Géorgie encore un peu plus dans les bras de la Russie.
 - Les États-Unis maintiennent le gel de 95 millions de dollars d'aides à la Géorgie depuis l'entrée en vigueur de la loi "agents étrangers".



EUROPE GÉOPOLITIQUE

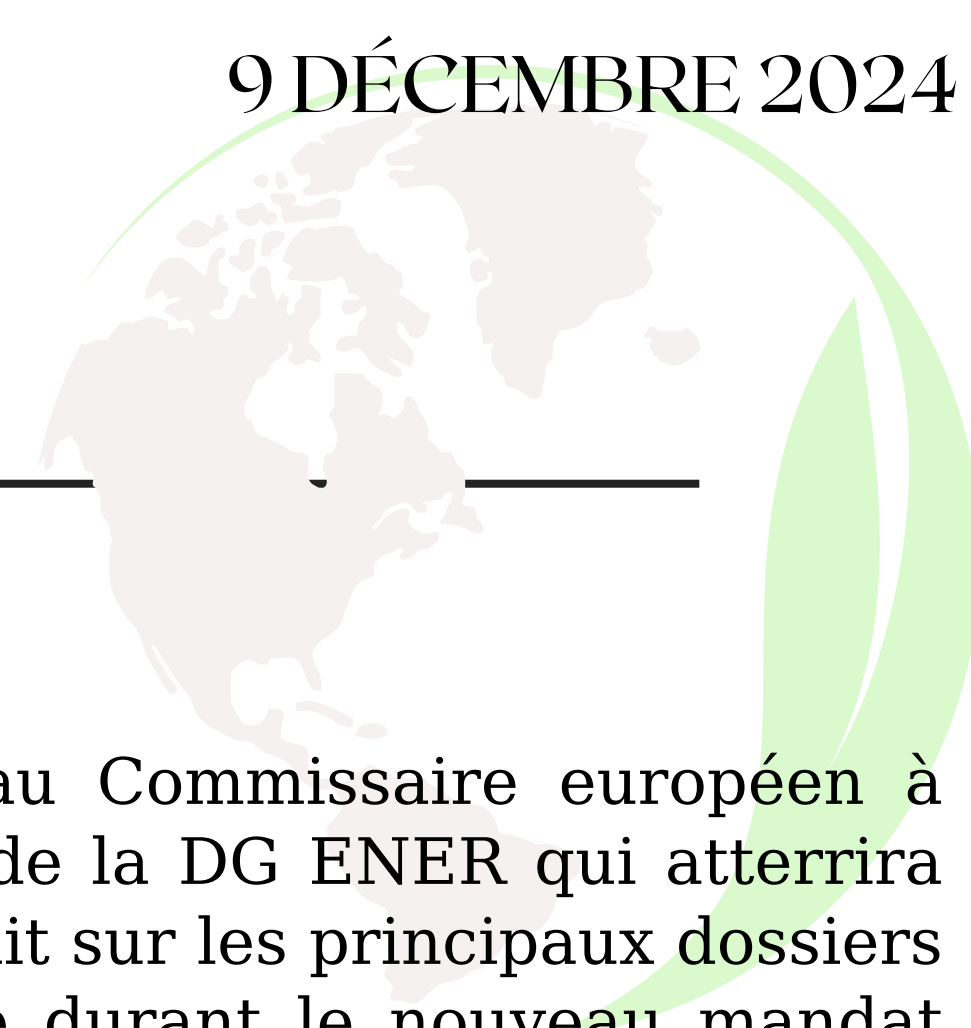
RAPPORT DRAGHI, COMPÉTITIVITÉ, **COMPASS PARTOUT**

Lancé à la rentrée 2024 comme un pavé dans la mare européenne, le rapport Draghi (cf. [EIH 16/9/24, bis, ter](#)) continue de faire des ronds. Il devrait ainsi servir à orienter et inspirer l'action de la Commission von der Leyen 2. « La première initiative majeure de la nouvelle Commission sera une boussole pour la compétitivité », a ainsi annoncé Ursula von der Leyen devant le Parlement, le 27 novembre.

- L'UE prend conscience, tardivement, et en mode paniquée, d'un retard structurel accumulé par rapport aux États-Unis et à la Chine aussi bien sur les technologies numériques que sur les technologies vertes.
 - Cette boussole devra donc servir à tracer le chemin pour rattraper cet écart en termes d'innovation.
 - Elle doit aussi se traduire dans un "pacte pour l'industrie propre" promis pour les cent premiers jours du mandat.
 - Le think tank I4CE [propose une analyse intéressante](#) recommandant à la Commission de s'appuyer sur ce qui fonctionne déjà et de résister à la tentation des effets d'annonce.
 - Selon I4CE, "l'UE dispose des outils et des structures nécessaires à une politique industrielle verte efficace.
 - Le Fonds pour l'innovation et le soutien de la BEI sont des exemples de bonnes pratiques sur lesquelles s'appuyer.
 - Enfin, les outils réglementaires, tels que les critères de durabilité et de résilience, et les mécanismes de financement, tels que les enchères de primes fixes et les garanties de prêt, peuvent être mieux utilisés."
- Autre nouveauté annoncée par Ursula von der Leyen : l'organisation d'un « dialogue stratégique sur le futur de l'industrie automobile » dans l'UE.
 - On ne sait pas encore s'il aura pour vocation de préserver les grands constructeurs du continent :
 - dans leur confrontation à la concurrence globale, chinoise en particulier,
 - ou à faciliter leur transition vers le nouveau marché de l'électrique.



GREEN DEAL



ENERGIE,

RED IS NOT DEAD

Alors que le danois Dan Jørgensen est désormais le nouveau Commissaire européen à l'énergie, le site Contexte publie [la fiche thématique énergie](#) de la DG ENER qui atterrira sur son bureau, une sorte de bible résumant tout ce qui a été fait sur les principaux dossiers et, surtout, tout ce que la DG ENER propose d'entreprendre durant le nouveau mandat 2024-2029.

- Dans la lignée du rapport Draghi, le document, analysé par la journaliste Anna Hubert, propose un cap sur les questions de souveraineté énergétique.
 - Sur les énergies renouvelables d'abord, le document rappelle leur rôle clé dans la décarbonation mais aussi pour garantir des prix de l'énergie abordables/
 - Leur coût marginal est bien inférieur à celui du gaz.
 - L'Europe a fortement incité à la transition via la directive RED dont le 3ème volet fixe un objectif de 42,5 % d'énergies renouvelables d'ici 2030 dans la consommation d'énergie finale.
 - Son ambition est d'atteindre 45 %.
 - Il faut toutefois aller plus loin et travailler aux grands défis à venir : manque de flexibilité, insuffisance des capacités des réseaux, pour ne citer que ces cas.
 - Le document rappelle par ailleurs qu'il est crucial d'offrir une prévisibilité aux investisseurs en établissant un cadre énergétique simple et efficace pour l'après-2030.
- Face à un regain d'intérêt pour la technologie nucléaire, il est indiqué que l'UE doit mieux intégrer le nucléaire dans sa stratégie énergétique globale et surmonter les divergences entre les États membres.
 - Il est notamment nécessaire de financer et investir dans l'extension de la durée de vie des centrales existantes et le développement de nouvelles technologies à travers l'Alliance Industrielle Européenne pour les SMR.
- Dans le cadre du plan REPowerEU, l'UE doit poursuivre ses efforts de diversification énergétique, en réduisant sa dépendance aux combustibles et pièces de rechange russes pour les réacteurs conçus en Russie, tout en augmentant ses capacités de production de services liés au combustible nucléaire en coopération avec des partenaires fiables.
 - L'ECFR a d'ailleurs récemment publié son indice de souveraineté énergétique 2023 composé notamment d'un indicateur d'indépendance énergétique.
 - L'indépendance énergétique reste la faiblesse du bloc avec un score moyen de 4 sur 10.
 - Certes les importations de gaz en provenance de Gazprom ont drastiquement baissé depuis l'invasion de l'Ukraine (40% des importations en 2021 et seulement 8% en 2023).
 - Cependant, un grand nombre de pays européens s'approvisionnent encore majoritairement en pétrole et en gaz auprès de puissances étrangères et sont donc exposés aux chocs géopolitiques.
 - Le document indique enfin que l'hydrogène est certes essentiel pour décarboner les secteurs industriels difficiles à transformer et renforcer la compétitivité européenne mais que sa rareté et son coût imposent de prioriser son usage dans les secteurs sans alternatives.



GREEN DEAL



ENERGIE,

RED IS NOT DEAD

- On le voit, la question des coûts de l'énergie en Europe est stratégique, et nombreux sont ceux qui écrivent sur le sujet.
 - Dans un policy brief sur la réduction des coûts énergétiques pour renforcer la compétitivité industrielle, Bruegel relève par exemple 4 grandes priorités :
 - Allouer les coûts plus équitablement en utilisant notamment le levier fiscal :
 - taxation accrue du gaz par rapport à l'électricité, baisses de TVA sur l'énergie.
 - Moduler la consommation d'énergie en encourageant les consommateurs à adapter leur demande en fonction des prix en temps réel.
 - Des schémas tarifaires dynamiques, comme les tarifs "temps d'usage", permettent d'inciter les utilisateurs à consommer durant les périodes où l'électricité est abondante, sans les exposer à une trop grande volatilité des prix.
 - Mieux coordonner les investissements : bien que des intérêts nationaux freinent la coopération, des initiatives régionales, pourraient être une solution intermédiaire.
 - C'est notamment le cas dans le bassin de la mer du Nord,
 - Tendre vers une plus grande intégration du système électrique : renforcer les interconnexions transfrontalières permettrait d'optimiser les coûts en tirant parti des différences géographiques et temporelles d'offre et de demande.
 - C'est déjà le cas entre la France et l'Espagne.